

COP21 : Mesdames et messieurs les ministres, il est temps de réagir !

Paris, le samedi 5 décembre 2015 – La première semaine de négociation vient de se conclure en début d'après-midi par l'adoption d'un texte de compromis, future base de travail pour les ministres représentant les 195 Etats la semaine prochaine.

Si la présence des 150 chefs d'Etat en début de semaine a permis d'envoyer un signal positif, les options restent très polarisées et le texte demeure bien trop long. Dans ce texte de 48 pages figurent encore et toujours des propositions qui ne permettront pas de limiter le réchauffement climatique en dessous des 1,5°C. Il manque également des principes clairs, notamment en matière de financements à la hauteur du défi et prévisibles, en particulier pour l'adaptation et les pertes et dommages.

Les pays développés doivent absolument s'engager à abonder les financements climat, pour atteindre 100 milliards par an d'ici 2020, qui doivent constituer un plancher afin que les fonds augmentent après 2020. « *Les pays développés doivent s'engager dès maintenant, ce n'est que justice !* », affirme Philippe Jahshan, président de Coordination SUD, qui ajoute « *Et au moins la moitié des fonds doit être fléchée sur l'adaptation aux changements climatiques* ».

Les droits humains sont mentionnés dans le texte, mais c'est encore fragile. « *Il faut absolument maintenir la référence aux droits humains dans le corps de l'accord, et pas seulement dans le préambule* » souligne Emilie Johann, administratrice de Coordination SUD et responsable plaidoyer au Secours Catholique – Caritas France.

La sécurité alimentaire ne doit pas être confondue avec la production alimentaire, qui n'en est qu'un des facteurs. Coordination SUD sera vigilante pour éviter le glissement sémantique.

Enfin, Coordination SUD regrette le caractère inéquitable du processus des négociations climat, la plupart des sessions se font exclusivement en langue anglaise dans un langage extrêmement technique, ce qui pénalise de fait de nombreuses délégations. Par ailleurs, la société civile, exclue de presque toutes les discussions dès le démarrage de la COP21, peine à se faire entendre. « *Il est crucial que la Présidence française de la COP21 fasse pression pour que la méthode de travail soit plus ouverte.* », avertit Vanessa Laubin, cheffe de file de la commission Climat et développement de Coordination SUD et cheffe de projet au Geres.

Coordination SUD appelle à des décisions induisant des transformations profondes, désormais indispensables, de nos modèles économiques ; transformations qui ne sauraient en revanche empêcher les pays les plus pauvres à atteindre les objectifs de développement durable et bafouer les droits humains.

Coordination SUD attend des ministres qu'ils prennent des engagements suffisamment ambitieux pour répondre à l'urgence climatique. En particulier, elle attend de l'Union européenne qu'elle reprenne un leadership pour construire une alliance avec les pays les plus pauvres, rôle qu'elle a joué historiquement. Les pays et les populations les plus vulnérables ne peuvent plus attendre.

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 160 ONG, dont une centaine via six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.